



La désobéissance fiscale en Côte d'Ivoire

Quels rôles jouent la pauvreté, l'identité
nationale et l'accès à l'information?



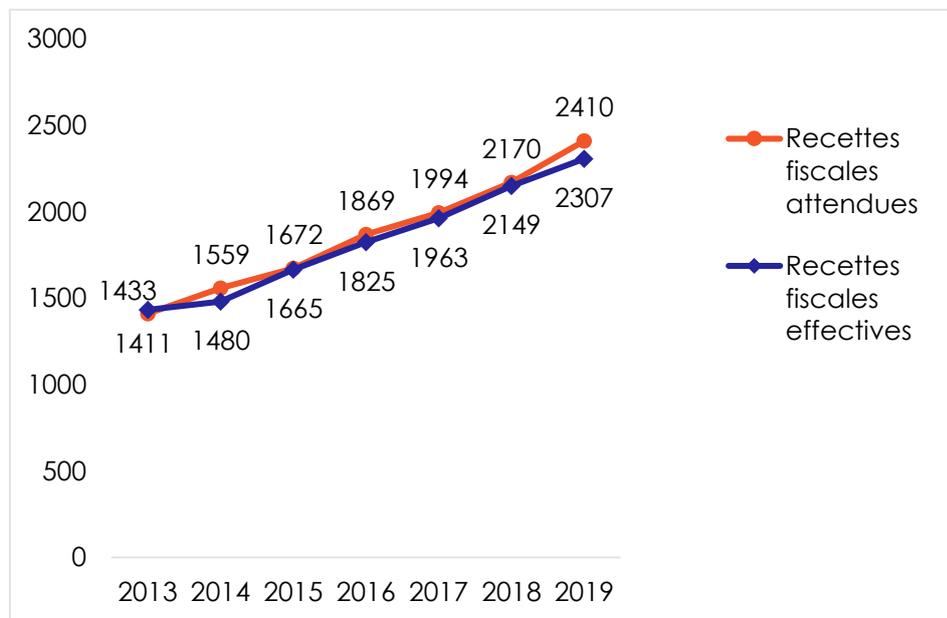
Par Joseph Koné

Document de Politique Afrobarometer No. 73 | Juin 2021

Introduction

Depuis la fin de la guerre civile de 2011 et l'installation du Président Alassane Dramane Ouattara, la Côte d'Ivoire a connu l'un des taux de croissance économique les plus élevés d'Afrique, parfois qualifié de nouveau « miracle ivoirien » (Dionne & Bamba, 2017). Au fur et à mesure que l'économie s'est développée et que l'État a reconstruit ses capacités, les recettes fiscales ont progressivement augmenté de 61% entre 2013 et 2019 (Figure 1).

Figure 1: Recettes fiscales attendues vs. effectives (milliards de FCFA) | Côte d'Ivoire | 2013-2019



Direction Générale des Impôts (2019)

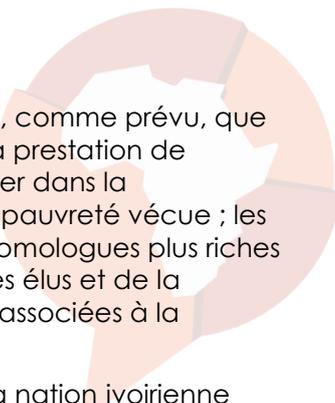
Dans de nombreux États africains, les taxes à l'importation et à l'exportation constituent l'épine dorsale des régimes fiscaux, complétés par des impôts indirects sous forme de taxes de vente et d'accise (D'Arcy, 2011). Dans le cas de la Côte d'Ivoire, le gouvernement s'appuie fortement sur les taxes à l'exportation du cacao et d'autres produits agricoles, en plus des taxes sur les bénéfices industriels et commerciaux, les revenus, les télécommunications, les produits pétroliers, les importations, ainsi que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat, 2020).

Même dans les États dotés de niveaux élevés de capacité coercitive, la volonté des citoyens de payer les impôts est un déterminant important des recettes collectées. Cette volonté devient encore plus importante dans des contextes de capacités étatiques relativement faibles, comme cela a existé en Côte d'Ivoire post-conflit.

En fait, une proportion substantielle – et croissante – d'Ivoiriens remettent en question le droit de l'État à percevoir des impôts, un fait qui pourrait constituer un défi important pour la capacité du gouvernement à collecter des revenus afin de reconstruire les services essentiels de l'État et d'éviter un endettement excessif.

Ce document de politique se concentre sur une forme particulière de non-conformité fiscale : la désobéissance fiscale, ou le refus des particuliers de payer des impôts et des frais en guise de protestation. Plus précisément, il examine plusieurs facteurs au niveau individuel qui pourraient être associés à la désobéissance fiscale, notamment le manque de revenus en espèces, les évaluations des services publics et des élus, l'accessibilité de l'information et le niveau d'appartenance à la nation ivoirienne.

Nos analyses des données de l'enquête Afrobarometer Round 7 (2017) suggèrent qu'une partie de la sagesse conventionnelle sur la conformité fiscale n'est pas soutenue dans le cas



de la désobéissance fiscale en Côte d'Ivoire. Alors que nous constatons, comme prévu, que les individus qui pensent que la performance de l'État s'améliore dans la prestation de services clés sont moins susceptibles d'exprimer une volonté de s'engager dans la désobéissance fiscale, nous ne trouvons aucun lien de ce type avec la pauvreté vécue ; les Ivoiriens les plus pauvres ne sont ni plus ni moins susceptibles que leurs homologues plus riches d'approuver la désobéissance fiscale. Étonnamment, les évaluations des élus et de la corruption dans le système fiscal ne sont pas non plus significativement associées à la désobéissance fiscale.

L'accès perçu aux informations gouvernementales et l'identification à la nation ivoirienne montrent des associations avec la désobéissance fiscale, mais ces liens vont à l'encontre de nos attentes : Les citoyens qui pensent pouvoir accéder aux informations détenues par les organismes publics sont nettement plus susceptibles de dire qu'ils se sont engagés ou s'engageraient dans la désobéissance fiscale, tout comme les personnes qui s'identifient plus étroitement à la nation qu'à leur groupe ethnique.

Ces analyses suggèrent la nécessité de poursuivre les recherches sur une question cruciale à laquelle sont confrontés les États africains : Qui paie des impôts et qui ne paie pas ?

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau de recherche par sondage panafricain et non partisan qui fournit des données fiables sur les expériences et les évaluations africaines de la démocratie, de la gouvernance et de la qualité de vie. Sept séries d'enquêtes ont été réalisées dans jusqu'à 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 couvrent 34 pays. Afrobarometer mène des entretiens en face-à-face dans la langue choisie par le répondant.

Ce document de politique s'appuie principalement sur les données collectées par le partenaire national d'Afrobarometer en Côte d'Ivoire, le Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI), lors des séries d'enquêtes 5 (2013), 6 (2014) et 7 (2017). Dans chaque enquête, un échantillon représentatif au niveau national de 1.200 citoyens adultes donne des résultats au niveau du pays avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Résultats clés

- En 2019, les Ivoiriens étaient 1,5 fois plus susceptibles de remettre en cause le droit des autorités fiscales de percevoir des impôts qu'ils ne l'étaient six ans plus tôt.
- Ceux qui estiment que les services publics de base s'améliorent sont nettement moins susceptibles d'exprimer une volonté de désobéissance fiscale.
- Étonnamment, les Ivoiriens qui ont un sens plus fort de l'identité nationale sont plus susceptibles de dire qu'ils se sont engagés ou s'engageraient dans la désobéissance fiscale. Mais à travers 34 pays africains, cette association va dans le sens inverse.
- En Côte d'Ivoire ainsi qu'à travers le continent, l'accès perçu à l'information est positivement associé à la désobéissance fiscale.
- La fréquence d'absence de revenu monétaire n'est pas associée à la désobéissance fiscale en Côte d'Ivoire mais est positivement et significativement associée à la désobéissance fiscale dans l'échantillon de 34 pays.

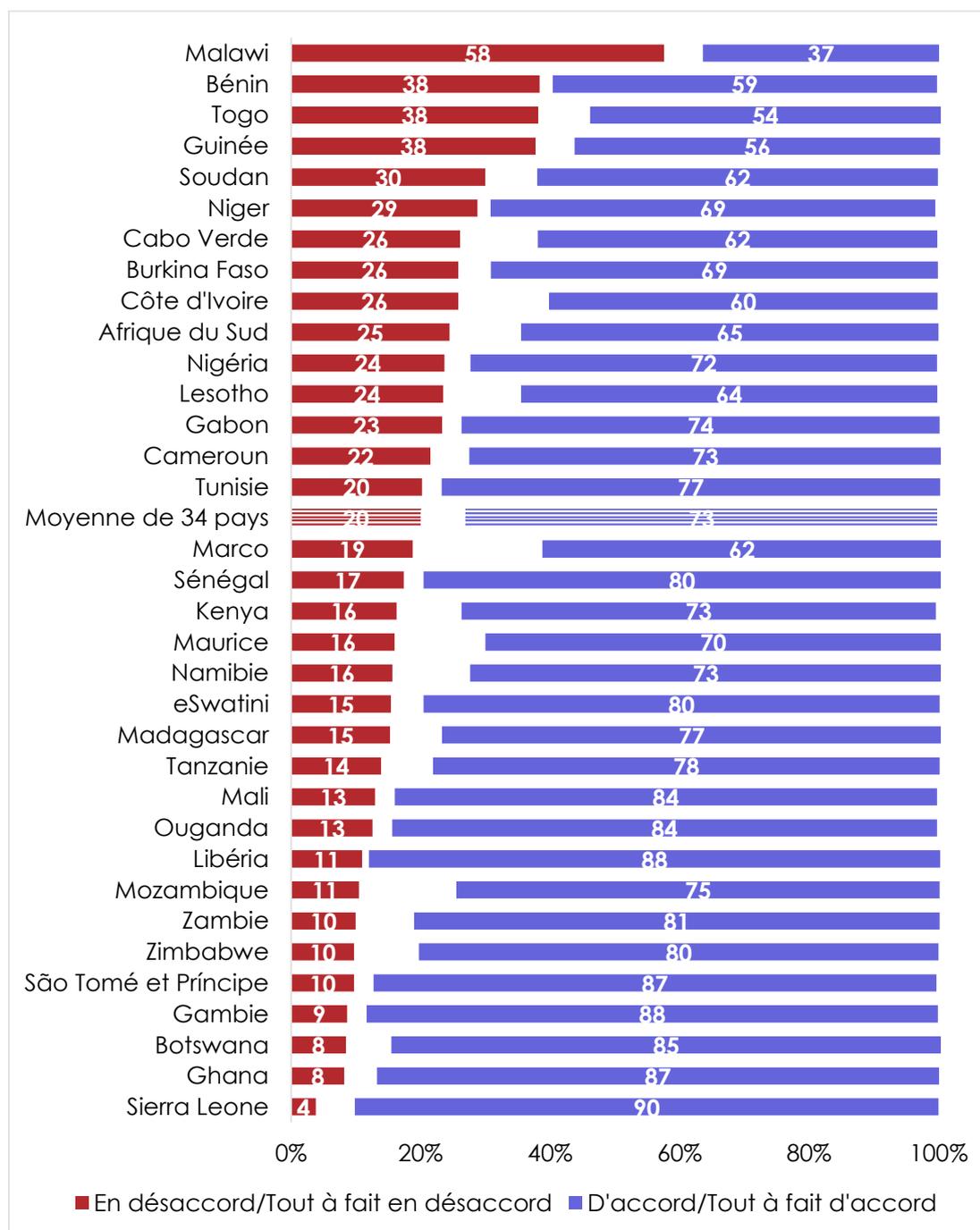
Attitudes envers la conformité fiscale

Selon les données récentes d'Afrobarometer, la plupart des Africains approuvent le droit de l'État à percevoir les impôts. Dans 34 pays africains interrogés en 2016/2018, près des trois quarts (73%) des personnes interrogées étaient « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec le fait que les autorités ont toujours le droit de faire payer des impôts. L'accord allait jusqu'à

environ neuf citoyens sur 10 en Sierra Leone (90%), en Gambie (88%) et au Libéria (88%). Le Malawi est le seul pays où une majorité n'étaient pas d'accord (58%), bien que plus d'un tiers des citoyens partageaient ce point de vue au Bénin, au Togo et en Guinée (38% dans chacun) (Figure 2).

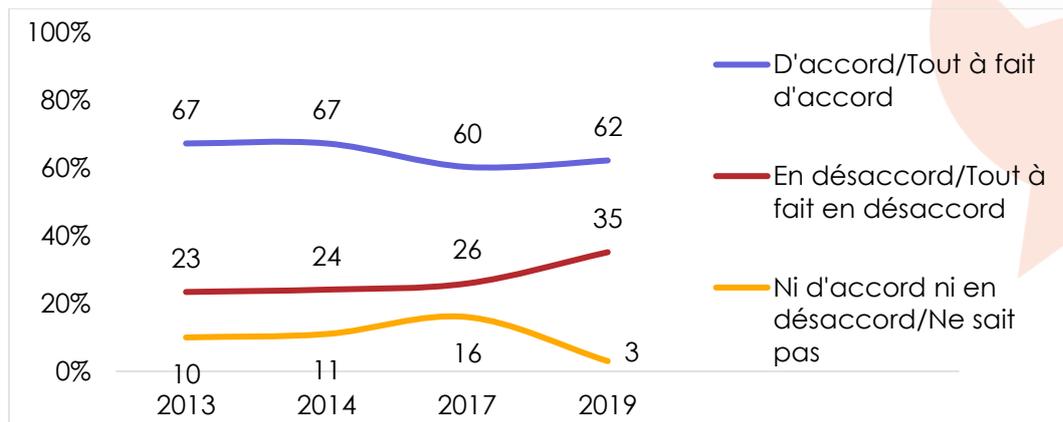
En Côte d'Ivoire, un quart (26%) des citoyens sont opposés au droit du gouvernement de percevoir des impôts en 2017, et en 2019, cette proportion a augmenté à 35% (Figure 3). Par rapport à 2013 (23%), les Ivoiriens étaient 1,5 fois plus susceptibles de remettre en cause la légitimité des autorités fiscales en 2019 qu'ils ne l'étaient six ans auparavant.

Figure 2: Légitimité de la fiscalité (%) | 34 pays | 2016/2018



Question posée aux répondants : Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord : Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts ?

Figure 3: Légimité de la fiscalité (%) | Côte d'Ivoire | 2013-2019

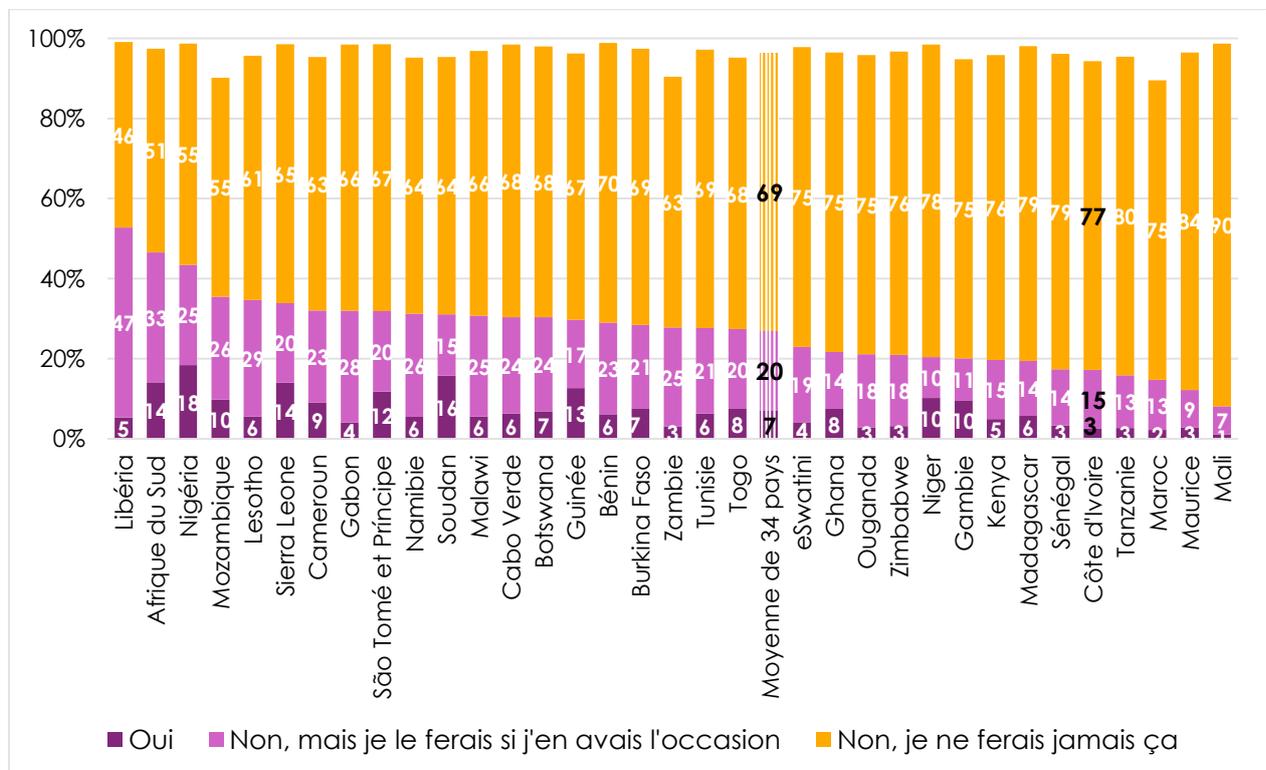


Question posée aux répondants : Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord : Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts ?

De plus, un nombre substantiel d'Africains manifestent une volonté hypothétique d'éviter de payer des impôts. En moyenne dans 34 pays, plus d'un citoyen sur quatre (27%) ont déclaré soit qu'ils avaient effectivement refusé de payer des impôts en signe de protestation au cours de l'année précédente (7%), soit qu'ils le feraient s'ils en avaient l'occasion (20%) (Figure 4).

La volonté déclarée de s'engager dans la désobéissance fiscale varie considérablement d'un pays à l'autre, avec les taux les plus élevés au Libéria (53%), en Afrique du Sud (47%), au Nigéria (43%), au Mozambique (35%) et au Lesotho (35%).

Figure 4: Désobéissance fiscale (%) | 34 pays | 2016/2018

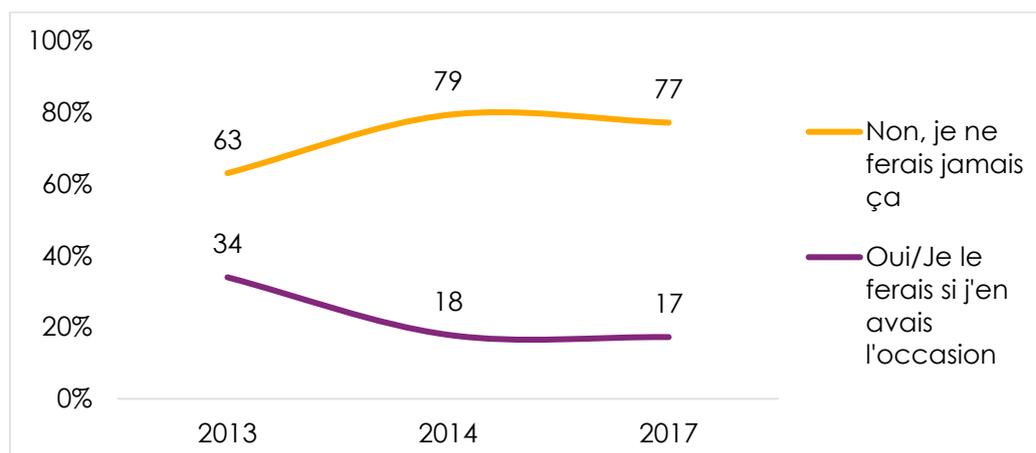


Question posée aux répondants : Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens lorsqu'ils ne sont pas satisfaits des actions du gouvernement. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois. Si non, le feriez-vous si vous en aviez l'occasion : Refuser de payer une taxe/redevance à l'Etat ?

La Côte d'Ivoire était parmi les pays où les citoyens étaient le moins disposés à se livrer à la désobéissance fiscale, après une forte baisse comparé à 2013 (Figure 5). Mais tout de même, près d'un citoyen sur cinq ont déclaré l'avoir fait au cours de l'année précédente (3%) ou le feraient s'ils en avaient l'occasion (15%).

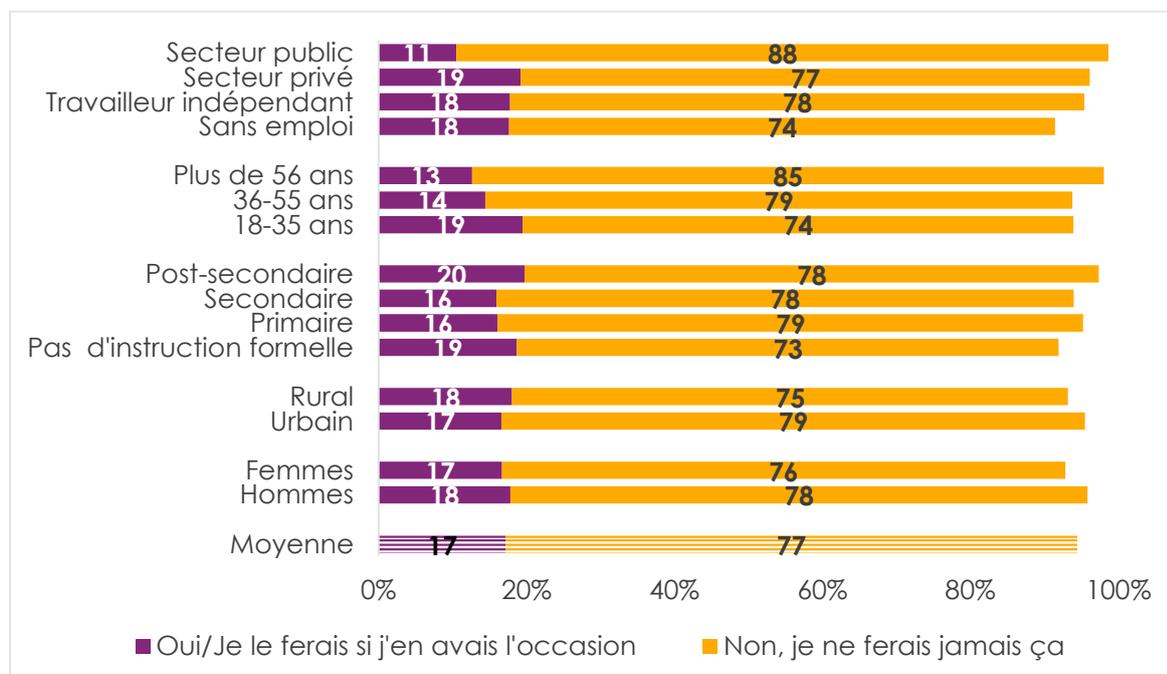
Les Ivoiriens qui travaillent dans le secteur public et les citoyens de plus de 35 ans étaient moins susceptibles de dire qu'ils se livreraient à la désobéissance fiscale, alors qu'il n'y avait pas de différences significatives sur la base de la résidence urbaine/rurale, de l'éducation ou du sexe (Figure 6).

Figure 5: Désobéissance fiscale (%) | Côte d'Ivoire | 2013-2017



Question posée aux répondants : Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens lorsqu'ils ne sont pas satisfaits des actions du gouvernement. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois. Si non, le feriez-vous si vous en aviez l'occasion : Refuser de payer une taxe/redevance à l'Etat ?

Figure 6: Désobéissance fiscale (%) | par groupe socio-démographique | Côte d'Ivoire | 2017



Question posée aux répondants : Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens lorsqu'ils ne sont pas satisfaits des actions du gouvernement. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois. Si non, le feriez-vous si vous en aviez l'occasion : Refuser de payer une taxe/redevance à l'Etat ?

Quels facteurs expliquent les attitudes envers la conformité fiscale?

La non-conformité fiscale est un sérieux défi pour les États. La non-conformité des citoyens peut prendre diverses formes, notamment la désobéissance fiscale, l'objection fiscale (refus de payer des parts d'impôt sur le revenu des personnes physiques qui correspondent aux priorités nationales de dépenses auxquelles ils s'opposent, comme des dépenses militaires), les grèves fiscales (arrêts de travail dans le champ de la perception fiscale) et l'évasion fiscale (tentatives des individus pour éviter de payer tout ou partie de leur charge fiscale) (Schmitt 2016 ; Weber, Fooker, & Herrmann, 2014).

Notre hypothèse initiale pourrait être que les niveaux de non-conformité fiscale des individus sont déterminés dans une large mesure par un certain type de calcul coûts-avantages sur la mesure dans laquelle ils pourraient bénéficier du non-paiement comparé à la probabilité et à la sévérité de la sanction. En d'autres termes, les gens se conformeront lorsqu'ils estimeront que le risque et les coûts de la sanction pour non-conformité dépassent les avantages qu'ils tireraient du non-paiement (Allingham & Sandmo, 1972).

Cependant, les gens peuvent avoir d'autres raisons non pécuniaires de se conformer aux taxes. Luttmer et Singhal (2014) introduisent le concept de civisme fiscal, qui suggère que les individus pourraient être motivés à se conformer parce qu'ils pensent que c'est la bonne chose à faire. Ils peuvent ressentir de la culpabilité associée à l'évasion ou ressentir un sens du devoir civique de se conformer (c'est-à-dire une motivation intrinsèque) ou conclure qu'il est mal d'utiliser les services fournis par l'État sans payer une part (c'est-à-dire la réciprocité).

La morale fiscale peut être affectée par divers facteurs. Certains d'entre eux sont des facteurs de niveau individuel. Les personnes de différents groupes démographiques peuvent avoir des attitudes différentes concernant la réciprocité, par exemple quant à savoir si les règles doivent être respectées par nature. Les personnes disposant de moins de ressources peuvent avoir une pression fiscale plus faible, mais elles peuvent également être incitées à échapper à l'impôt pour conserver les actifs qu'elles possèdent (Moumami, 2012).

De même, les facteurs contextuels affectent probablement la morale fiscale. Si les citoyens pensent qu'ils reçoivent des services et autres ressources attendus de l'État, leur civisme fiscal sera plus élevé (Feld & Frey, 2002 ; Khan, 2004 ; Hashimzade, Myles, & Tran-Nam, 2012 ; Kirchler, Hoelzl, & Wahl, 2008). En revanche, les individus pourraient avoir une morale fiscale plus faible s'ils considèrent que l'État n'est pas légitime. La volonté de payer des impôts sera également probablement affectée par les perceptions des citoyens quant à savoir si les autres paieront (Chaudhuri, 2011 ; Frey & Torgler, 2007), ce qui pourrait être impacté par les évaluations de la capacité et de la légitimité de l'État (Hashimzade et al., 2012).

Étant donné que la fiscalité implique la redistribution des ressources, un sens partagé de la communauté est important pour renforcer la morale fiscale (D'Arcy, 2011). Si les individus ne ressentent pas de liens affectifs avec un large éventail de concitoyens – c'est-à-dire si le sentiment d'identité nationale est faible – ils peuvent être moins disposés à effectuer des

Faites votre propre analyse des données d'Afrobaromètre - sur n'importe quelle question, pour n'importe quel pays et cycle d'enquête. C'est simple et gratuit sur www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

paiements, car la redistribution profitera aux personnes avec lesquelles ils ne s'identifient pas ou n'interagissent pas. D'un autre côté, une identité nationale plus forte et d'autres normes partagées sont susceptibles d'améliorer la morale fiscale (Chambas, 2005 ; Herrmann, Thöni, & Gächter, 2008 ; Wenzel, 2004).

Lorsqu'Afrobarometer a demandé aux Ivoiriens pourquoi ils pensent que les gens évitent de payer leurs impôts, les réponses les plus courantes se sont concentrées sur la pauvreté : En 2017, 60% des personnes interrogées ont déclaré que les impôts étaient trop élevés ou que les gens n'avaient pas les moyens de les payer. D'autres réponses étaient beaucoup moins courantes : 7% ont signalé la corruption, l'impunité pour les non-payeurs et un manque de

transparence dans l'utilisation des recettes fiscales, et un plus petit nombre ont cité la mauvaise prestation des services publics (5%) et un manque d'équité dans le régime fiscal (2%) (Figure 7).

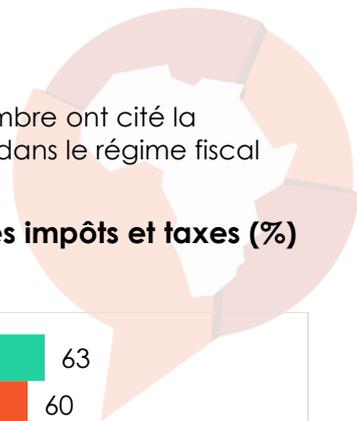
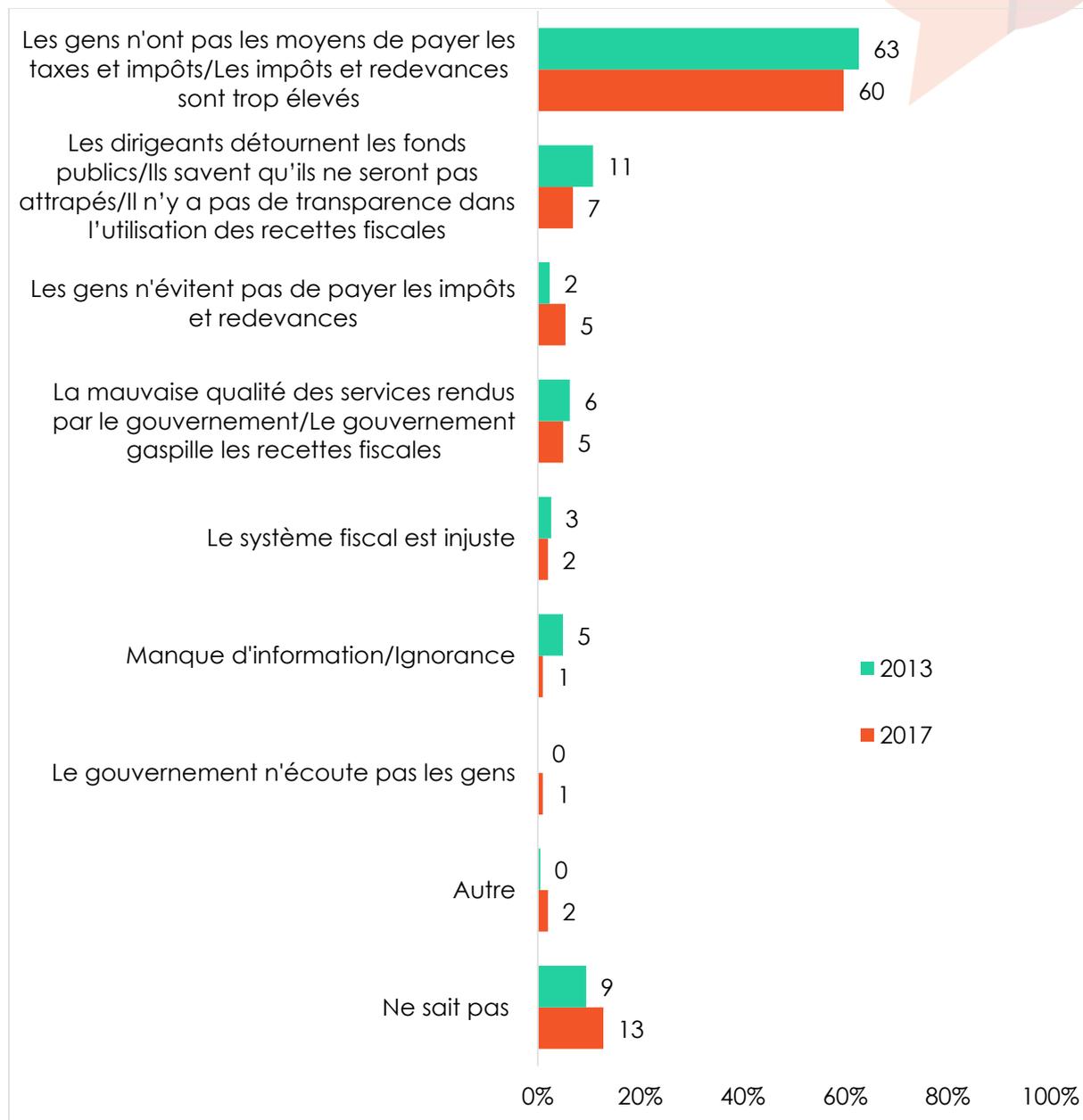


Figure 7: Raisons pour lesquelles les citoyens évitent de payer les impôts et taxes (%)
| Côte d'Ivoire | 2013-2017



Question posée aux répondants : Selon vous, quelle pourrait être la raison pour laquelle certaines personnes évitent de payer au Gouvernement leurs impôts et redevances ?

Les facteurs qui contribuent à la désobéissance fiscale

En examinant spécifiquement la désobéissance fiscale en Côte d'Ivoire, nous tentons d'expliquer comment divers facteurs discutés ci-dessus pourraient être liés à la volonté déclarée des Ivoiriens de refuser de payer des impôts en tant qu'expression d'insatisfaction à l'égard du gouvernement. On s'attend à ce que :

- Les personnes confrontées à des niveaux plus élevés de pauvreté vécue sont plus susceptibles de se livrer à la désobéissance fiscale comme forme de protestation.

Nous mesurons la pauvreté vécue sur la base des réponses à la question : « Au cours de l'année écoulée, à quelle fréquence, voire jamais, vous ou un membre de votre famille avez-vous dû faire face à un manque de revenus en espèces ? » (voir Mattes, 2020).

- Les individus seront moins susceptibles de se livrer à la désobéissance fiscale s'ils sont généralement satisfaits de la prestation de services de l'État. Ici, nous nous appuyons sur six questions mesurant dans quelle mesure les répondants pensent que la performance du gouvernement s'est améliorée en ce qui concerne l'accès aux soins médicaux, la sécurité personnelle, l'éducation, l'assistance policière, la résolution des problèmes et l'égalité des droits pour les femmes. Nous créons un indice unique (alpha de Cronbach = 0,84) et nous nous attendons à ce que la désobéissance fiscale diminue à mesure que les évaluations s'améliorent. Nous construisons ensuite une moyenne à partir des scores pour créer une mesure unique de « l'amélioration de la prestation de services de base par le gouvernement » allant de 1 à 5, avec des valeurs plus élevées indiquant des niveaux d'amélioration plus élevés.
- Les citoyens seront moins susceptibles de se livrer à la désobéissance fiscale s'ils font confiance à leurs députés et conseillers municipaux et pensent que ces élus écoutent ce que disent les électeurs. Encore une fois, nous créons des indices (alpha de Cronbach = 0,79 pour la confiance et 0,89 pour l'écoute), qui vont de 0 à 3, avec des valeurs plus élevées indiquant des niveaux plus élevés de confiance et de volonté perçue d'écouter.
- Les individus seront plus susceptibles de se livrer à la désobéissance fiscale s'ils jugent faible la légitimité du régime fiscal, c'est-à-dire s'ils sont « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord » avec la proposition selon laquelle « les autorités fiscales ont toujours le droit de faire payer des impôts aux gens ».
- La volonté de se livrer à la désobéissance fiscale sera plus grande si les gens croient que d'autres paient fréquemment des pots-de-vin pour échapper aux impôts. En 2017, près de la moitié (46%) des Ivoiriens pensaient qu'il était « très » ou « assez » probable que les gens ordinaires puissent payer des pots-de-vin pour éviter les impôts, tandis que près des trois quarts (73%) pensaient de même pour les riches.
- Les individus dont les liens avec la nation ivoirienne sont faibles seront plus disposés à s'engager dans la désobéissance fiscale. Nous mesurons les liens avec la nation à travers une question sur la mesure dans laquelle les répondants se sentent ivoiriens ou de leur groupe ethnique : Ceux qui disent qu'ils se sentent « seulement » ou « plus » de leurs groupes ethniques qu'ivoiriens sont considérés comme ayant des liens relativement faibles avec la nation.
- Enfin, les individus seront plus disposés à se livrer à la désobéissance fiscale s'ils ne disposent pas d'informations adéquates ou s'ils ne comprennent pas le régime fiscal de leur pays. Étant donné qu'Afrobarometer manque de mesures directes des connaissances sur les impôts, nous créons un proxy basé sur deux questions sur les perceptions des citoyens quant à leur capacité à accéder aux informations détenues par les organismes publics. En 2017, 60% des personnes interrogées ont déclaré « peu probable » ou « pas du tout probable » qu'ils puissent accéder aux informations sur les plans et budgets de développement des gouvernements locaux, et 53% ont dit la même chose quant à savoir à qui appartient une parcelle de terrain dans la communauté. Nous combinons les deux variables pour créer une mesure unique de l'accès à l'information (alpha de Cronbach = 0,74) allant de 0 à 3, avec des valeurs plus élevées indiquant des niveaux plus élevés d'accès à l'information.

Nos analyses incluent également plusieurs contrôles au niveau individuel : âge du répondant, éducation, sexe, résidence urbaine/rurale et emploi dans le secteur formel.

Résultats

Nous créons deux modèles économétriques. Le Modèle 1 n'inclut que les répondants ivoiriens, tandis que le Modèle 2 inclut tous les répondants d'Afrobarometer du Round 7. Étant donné la nature dichotomique de la variable dépendante (volonté vs. refus de s'engager dans la désobéissance fiscale), nous utilisons une analyse de régression logistique et rapportons les odds ratios dans le Tableau 1. Les valeurs supérieures à 1 suggèrent que le facteur est positivement associé à la volonté de s'engager dans la désobéissance fiscale, tandis que les valeurs inférieures à 1 suggèrent que les deux sont négativement associés.

Table 1: Facteurs associés à la volonté de désobéissance fiscale | Côte d'Ivoire et 34 pays | 2016/2018

	Odds ratio (OR)	
	Modèle 1 Côte d'Ivoire	Modèle 2 34 pays
Fréquence de manque de revenus en espèces	1.007	1.047**
Amélioration des services publics de base offerts par l'État	0.639*	0.932*
Écoute des députés et conseillers municipaux	1.101	1.073**
Confiance envers les députés et conseillers municipaux	0.930	0.900**
Légitimité de la fiscalité	1.134	0.917**
Les riches paient des pots-de-vin pour éviter de payer les impôts et taxes	1.080	0.941**
Les citoyens ordinaires paient des pots-de-vin pour éviter de payer les impôts et taxes	1.075	1.094**
Sentiment d'appartenance au groupe ethnique ou à la nation	1.815**	0.961*
Perception de l'accès à l'information	1.472*	1.042*
Age	0.980*	0.994**
Niveau d'instruction	0.767*	1.019
Sexe (<i>homme</i>)	0.974	1.024
Résidence urbaine/rurale (<i>urbaine</i>)	1.076	1.016
Secteur formel vs. secteur informel	1.049	1.028

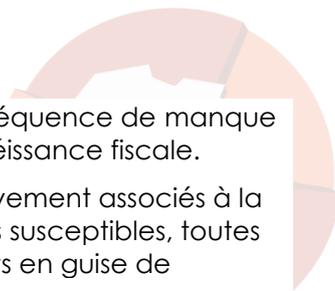
Catégorie de référence: « Non, ne refuserait jamais de payer une taxe/redevance à l'État »

** P-value < 0.01

* P-value < 0.05

Dans le Modèle 1, nous voyons que les Ivoiriens qui estiment que les services de base s'améliorent sont nettement moins susceptibles de dire qu'ils se livrent ou se livreraient à la désobéissance fiscale. De manière assez surprenante, ceux qui ont un sens plus fort de l'identité nationale sont plus susceptibles d'exprimer une volonté de s'engager dans la désobéissance fiscale, tandis que l'accès à l'information est également positivement associé à la désobéissance fiscale.

Aucun des autres facteurs que nous examinons – y compris les perceptions des représentants élus, de la corruption et de la légitimité du régime fiscal – n'est significativement associé à la



désobéissance fiscale. Fait important, nous voyons également que la fréquence de manque de revenus en espèces n'est pas significativement associée à la désobéissance fiscale.

Parmi les variables de contrôle, seuls l'âge et l'éducation sont significativement associés à la désobéissance fiscale, les individus plus âgés et plus instruits étant moins susceptibles, toutes choses égales par ailleurs, de dire qu'ils refuseraient de payer des impôts en guise de protestation.

En examinant les 34 pays inclus dans le Round 7, nous voyons que l'accès à l'information est à nouveau positivement associé à la désobéissance fiscale, mais l'effet est assez faible. Alors que l'identité nationale était positivement associée à la désobéissance fiscale en Côte d'Ivoire, elle est négativement associée – conformément à notre attente initiale – à travers l'Afrique en général. Les perceptions d'améliorations de la prestation de services sont négativement associées à la désobéissance fiscale dans le modèle tous pays, comme nous nous y attendions.

De plus, nous voyons que plusieurs facteurs qui n'étaient pas statistiquement significatifs dans le Modèle 1 sont significatifs dans le modèle tous pays. Comme nous nous y attendions, les personnes qui considèrent le régime fiscal comme légitime sont moins susceptibles de dire qu'elles se livreraient à la désobéissance. La confiance dans les représentants est également associée négativement à la désobéissance fiscale. Contre toute attente, ceux qui pensent que les riches peuvent souvent payer des pots-de-vin pour éviter les impôts sont en réalité moins susceptibles de dire qu'ils se sont engagés ou se livreraient à la désobéissance, bien que ceux qui disent que les gens ordinaires peuvent échapper aux impôts par la corruption sont, comme prévu, plus susceptibles d'adopter la désobéissance.

Contrairement à nos attentes, les personnes qui croient que leurs représentants les écoutent sont plus susceptibles de dire qu'elles s'engageraient dans la désobéissance. Et enfin, comme prévu, le manque de revenus est positivement et significativement associé à la désobéissance fiscale dans l'échantillon de tous les pays.

Comme ce fut le cas dans l'échantillon ivoirien, les répondants plus âgés sont moins susceptibles de dire qu'ils se livreraient à la désobéissance fiscale.

Conclusion

Notre analyse montre qu'une partie de la sagesse conventionnelle sur la conformité fiscale n'est pas soutenue dans le cas de la désobéissance fiscale en Côte d'Ivoire.

Comme nous nous y attendions, le niveau d'éducation, l'âge et les améliorations perçues dans la prestation des services de base par le gouvernement sont négativement corrélés avec la désobéissance fiscale. Mais alors que 60% des Ivoiriens déclarent que les impôts sont trop élevés ou que les gens n'ont pas les moyens de les payer, nous constatons que la fréquence de manque de revenus ne semble pas être une motivation pour la désobéissance fiscale en Côte d'Ivoire, même si c'est un facteur associé dans notre modèle de 34 pays.

Tout aussi contre-intuitifs sont les résultats selon lesquels une volonté de s'engager dans la désobéissance fiscale est positivement associée à l'accès perçu à l'information, au sentiment d'appartenance à une communauté nationale et à la perception que les élus écoutent (cette dernière est statistiquement significative à travers les 34 pays, mais pas en Côte d'Ivoire).

Ces résultats soulignent l'importance d'examiner une variété de facteurs sociaux et de contextes locaux lorsque l'on essaie de comprendre la conformité fiscale, ainsi que la valeur d'utiliser des techniques d'inférence causale plutôt que de se fier simplement aux idées des répondants à l'enquête sur ce qui pourrait motiver la non-conformité. Enfin, ils encouragent une enquête supplémentaire pour répondre à la question : Qui paie des impôts et qui ne paie pas ?

Références

- Allingham, M., & Sandmo, A. (1972). Income tax evasion: A theoretical analysis. *Journal of Public Economics*, 1(3-4), 323-338.
- Chambas, G. (2005). TVA et transition fiscale en Afrique: Les nouveaux enjeux. *Afrique Contemporaine*, 3(215), 181-194.
- Chaudhuri, A. (2011). Sustaining cooperation in laboratory public goods experiments: A selective survey of literature. *Experimental Economics*, 14(1), 23-37.
- D'Arcy, M. (2011). Why do citizens assent to pay? Legitimacy, taxation and the African state. Document de Travail Afrobarometer No. 126.
- Direction Générale des Impôts. (2019). Evolution des recettes.
- Dionne, K. Y., & Bamba, A. (2017). Is Ivory Coast seeing a second 'economic miracle'? Washington Post Monkey Cage. 14 juillet.
- Feld, L., & Frey, B. (2002). Trust breeds trust: How taxpayers are treated. *Economics of Governance*, 3(2), 87-99.
- Frey B., & Torgler, B. (2007). Tax morale and conditional cooperation. *Journal of Comparative Economics*, 35(1), 136-159.
- Hashimzade, N., Myles, G. D., & Tran-Nam, B. (2012). Application of behavioural economics to tax evasion. *Journal of Economic Surveys, Online Version*.
- Herrmann, B., Thöni, C., & Gächter, S. (2008). Antisocial punishment across societies. *Science*, 319(5868), 1362-1367.
- Khan D. A. (2004). The 2003 revised uniform estate tax apportionment act. *Real Property, Probate and Trust Journal*, 38(4), 613-642.
- Kirchler, E., Hoelzl, E., & Wahl, I. (2008). Enforced versus voluntary tax compliance: The "slippery slope" framework. *Journal of Economic Psychology*, 29(2), 210-225.
DOI: 10.1016/j.joep.2007.05.004.
- Luttmer, E., & Singhal, M. (2014). Tax morale. *Journal of Economic Perspectives*, 28(4), 149-168.
- Mattes, R. (2020). Lived poverty on the rise: Decade of living-standard gains ends in Africa. Document de Politique Afrobarometer No. 62.
- Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat. (2020). Budget citoyen 2021.
- Moumami, A. (2012). La mobilisation des ressources fiscales et son impact sur les niveaux de vie des ménages: Cas du Niger. Banque Africaine de Développement. Working Paper Series No. 165.
- Schmitt, S. (2016). Fiscalité: L'objection de conscience fiscale. *La Lettre d'Italie*, 8, 22.
- Weber, T., Fookien, J., & Herrmann, B. (2014). Behavioural economics and taxation. *Taxation Papers*, 41. Directorate General Taxation and Customs Union, Commission Européenne.
- Wenzel, M. (2004). An analysis of norm processes in tax compliance. *Journal of Economic Psychology*, 25, 213-228.

AFRO BAROMETER

Donner une voix au peuple

Joseph Koné est chargé de finances et associé de recherche au Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI), à Abidjan, Côte d'Ivoire.

Afrobarometer, organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne près de l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Vos dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou à contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications avec **#VoicesAfrica**.



/Afrobarometer



@Afrobarometer



Photo de couverture: Adaptée d'une photo par Chris Tolworthy, via [flickr.com](https://www.flickr.com/photos/chrisc1980/)



Centre de Recherche et de Formation
sur
le Développement Intégré

Contact: spiderone0@gmail.com